

C-72

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-72

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to
make consequential amendments to other Acts

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE
ON AGRICULTURE AND AGRI-FOOD AS A WORKING
COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT
REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON
APRIL 16, 1997

C-72

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-72

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé
et d'autres lois en conséquence

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT
DE L'AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE COMME
DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE
DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ
À LA CHAMBRE LE 16 AVRIL 1997

NOTE

The amendments made by the Committee are indicated by underlining
and vertical lines. The bill as distributed at First Reading may be used for
purposes of comparison.

NOTE

Les modifications apportées par le Comité sont indiquées par des
soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison, on peut se
reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

THE MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AGROALIMENTAIRE

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to make consequential amendments to other Acts".

SUMMARY

This enactment makes changes to the Canadian Wheat Board in the areas of corporate governance and operational flexibility. It replaces the commissioner structure of senior management with a board of directors and a president. On the election by farmers of one or more directors to the board, the Canadian Wheat Board ceases to be an agent of Her Majesty, however, borrowings will continue to be guaranteed by the federal government. In the area of operations, the Canadian Wheat Board will be authorized to buy grain and reimburse farmers for grain on more flexible terms. A contingency fund, established by the Canadian Wheat Board, will support certain of these operations.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé et d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

Le texte modifie l'organisation sociale de la Commission canadienne du blé. Il remplace la haute direction formée de commissaires par un conseil d'administration et un président. Un ou plusieurs membres du conseil seront élus par les producteurs, la Commission cessant dès lors d'être mandataire de Sa Majesté. Le gouvernement fédéral continuera néanmoins à garantir les opérations d'emprunt de la Commission. Sur le plan des activités, le texte confère à celle-ci une plus grande souplesse pour l'achat de grain et le paiement des agriculteurs. Les risques pouvant découler de ces opérations seront couverts en partie par un fonds de réserve établi par la Commission.

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-72

PROJET DE LOI C-72

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-24;
R.S., cc. 37,
38 (4th Supp.);
1988, c. 65;
1991, cc. 33,
46, 47;
1993, c. 44;
1994, cc. 39, 47;
1995, c. 31

CANADIAN WHEAT BOARD ACT

LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

L.R., ch. C-24;
L.R., ch. 37, 38
(4^e suppl.);
1988, ch. 65;
1991, ch. 33,
46, 47;
1993, ch. 44;
1994, ch. 39, 47;
1995, ch. 31

1. (1) The definition “Board” in subsection 2(1) of the English version of the Canadian Wheat Board Act is repealed.

(2) The definition “ordonnance” in subsection 2(1) of the French version of the Act is repealed.

(3) The definition “designated area” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

“designated area” means that area comprised by the Provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta, and that part of the Province of British Columbia known as the Peace River District, and such other areas as the Board may designate under subsection (3);

(4) The definition “Commission” in subsection 2(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l'article 3.

“designated area”
« région désignée »

« Commission »
“Corporation”

1. (1) La définition de « Board », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la Loi sur la Commission canadienne du blé, est abrogée.

(2) La définition de « ordonnance », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, est abrogée.

(3) La définition de « région désignée », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« région désignée » La région formée des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, de la partie de la province de la Colombie-Britannique connue sous le nom de district de Peace River, ainsi que des régions éventuellement incluses dans cette région en application du paragraphe (3).

(4) La définition de « Commission », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l'article 3.

« région désignée »
“designated area”

« Commission »
“Corporation”

(5) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“board”
« conseil »

“board” means the board of directors of the Corporation referred to in section 3.1;

(6) Subsection 2(1) of the English version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Corporation”
« Commission »

“Corporation” means The Canadian Wheat Board continued by section 3;

(7) Subsection 2(1) of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

« arrêté »
“order”

« arrêté » Tout arrêté pris par la Commission sous le régime de la présente loi; y sont assimilées les « instructions aux commerçants » qu’elle publie.

(8) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:

Designating parts included in designated area

(3) The Corporation may, by order, designate parts of the Province of British Columbia, other than the Peace River District, and parts of the Province of Ontario lying in the Western Division that are included in the designated area for the purposes of this Act.

2. The Act is amended by adding the following after section 2:

HER MAJESTY

2.1 This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. Section 3 of the Act and the heading “Constitution of the Board” before it are replaced by the following:

Continuation of the Corporation

3. (1) The Canadian Wheat Board is hereby continued.

(2) The headquarters of the Corporation are in the city of Winnipeg in the Province of Manitoba.

Corporation continued

Headquarters

(5) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« conseil » Le conseil d’administration de la Commission mentionné à l’article 3.1.

(6) Le paragraphe 2(1) de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Corporation” means The Canadian Wheat Board continued by section 3;

(7) Le paragraphe 2(1) de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« arrêté » Tout arrêté pris par la Commission sous le régime de la présente loi; y sont assimilées les « instructions aux commerçants » qu’elle publie.

(8) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut, par arrêté, inclure dans la région désignée des parties de la province de la Colombie-Britannique — à l’exception du district de Peace River — et des parties de la province d’Ontario comprises dans la région de l’Ouest.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 2, de ce qui suit :

SA MAJESTÉ

2.1 La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province.

3. L’article 3 de la même loi et l’intertitre « Constitution » le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Prorogation

3. (1) Est prorogée la Commission canadienne du blé.

(2) La Commission a son siège à Winnipeg (Manitoba).

« conseil »
“board”

“Corporation”
« Commission »

« arrêté »
“order”

Extension de la région désignée

Obligation de Sa Majesté

Prorogation

Siège

*Board of Directors**Conseil d'administration*

Board of directors	3.1 (1) The board of directors shall direct and manage the business and affairs of the Corporation and is for those purposes vested with all the powers of the Corporation.	3.1 (1) La direction et l'administration des affaires de la Commission sont assurées par un conseil d'administration investi, à ces fins, de tous les pouvoirs conférés à la Commission.	Conseil d'administration
Composition of the board	(2) The board shall consist of 15 directors, including a chairperson and a president.	(2) Le conseil compte quinze membres ou administrateurs, dont le président du conseil et le président.	5 Composition
Directors	3.2 (1) Subject to sections 3.6 to 3.8, the directors shall be appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister.	3.2 (1) Sous réserve des articles 3.6 à 3.8, les administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.	10 Administrateurs
Term	(2) The directors, with the exception of the president, hold office for a maximum term of three years, up to a maximum of three terms.	(2) Les administrateurs — à l'exception du président — occupent leurs fonctions pour une durée maximale de trois ans; ils ne peuvent recevoir plus de trois mandats.	15 Mandat
Part-time directors	(3) Unless the Governor in Council otherwise directs, the directors, with the exception of the president, shall perform their functions on a part-time basis.	(3) Sauf décision contraire du gouverneur en conseil, les administrateurs — à l'exception du président — exercent leurs fonctions à temps partiel.	Exercice des fonctions
Remuneration	3.3 (1) The directors shall be paid such remuneration as <u>is fixed by resolution of the board.</u>	3.3 (1) Les administrateurs reçoivent la rémunération fixée par <u>résolution du conseil.</u>	20 Rémunération
Travel and living expenses	(2) The directors, with the exception of the president, are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties under this Act while absent from their ordinary place of residence.	(2) Les administrateurs — à l'exception du président — sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de résidence.	25 Frais de déplacement et de séjour
Chairperson	3.4 (1) The chairperson shall be designated by the Governor in Council from among the directors, on the recommendation of the Minister.	3.4 (1) Le gouverneur en conseil désigne parmi les administrateurs, sur la recommandation du ministre, un président du conseil.	Président du conseil
Duties	(2) The chairperson shall perform the duties conferred on the chairperson by the by-laws, shall call and preside at meetings of the board and shall determine the agenda at those meetings.	(2) Le président du conseil convoque et préside les réunions du conseil, et en établit l'ordre du jour. Il exerce en outre les fonctions que lui confèrent les règlements administratifs.	30 Fonctions
Absence or incapacity	(3) Subject to subsection (4), if the chairperson is absent or unable to act, the board may designate one of the directors to act as chairperson.	(3) Sous réserve du paragraphe (4), en cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un de ses membres à titre d'intérimaire.	35 Absence ou empêchement
Absence or incapacity exceeding ten days	(4) If the chairperson is absent or unable to act for a period exceeding ten days, or the office of chairperson is vacant, the Minister may designate an interim chairperson from among the directors, but an interim chairper-	(4) Dans les cas où l'absence ou l'empêchement se prolonge au-delà de dix jours ou en cas de vacance du poste, le ministre peut désigner un intérimaire parmi les administrateurs; l'intérim ne peut toutefois dépasser	40 Absence ou empêchement de plus de dix jours

son shall not act for more than 90 days without the approval of the Governor in Council.

quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

By-laws

3.5 The board may make by-laws respecting the administration and management of the business and affairs of the Corporation, including

3.5 Le conseil peut établir des règlements administratifs concernant l'administration et la gestion des affaires de la Commission, notamment :

Règlements administratifs

(a) the convening, frequency and conduct of meetings of the board, the participation of directors in those meetings by telephone or other communication facilities, the quorum at the meetings and the confidentiality of the board's deliberations;

a) le déroulement de ses réunions, y compris leur fréquence, la convocation des administrateurs, la participation de ceux-ci par téléphone ou autre moyen de communication, le quorum requis, ainsi que la confidentialité de ses délibérations;

(b) the holding of annual meetings;

b) la tenue d'assemblées annuelles;

(b.1) the conditions under which elected directors may be removed from office;

b.1) les modalités de révocation des administrateurs élus;

(b.2) the periodic review of the performance of the president by the board;

b.2) l'évaluation périodique par le conseil de la façon dont le président s'acquitte de ses fonctions;

(b.3) the manner in which the board may recommend to the Minister the removal of the president;

b.3) les modalités en vertu desquelles le conseil peut recommander au ministre la révocation du président;

(c) the establishment of committees of the board and the powers, duties and functions of the committees; and

c) la formation de comités du conseil, ainsi que leurs attributions;

(d) the exercise of the powers set out in subsection 6(1).

d) les modalités d'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe 6(1).

Election of Directors

Élection d'administrateurs

Elected directors

3.6 (1) Ten directors shall be elected by producers in accordance with this section and the regulations.

3.6 (1) Dix administrateurs sont élus par les producteurs conformément au présent article et à ses règlements d'application.

Élection des administrateurs

Regulations

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister after consultation with the board — including consultation with respect to geographical representation on the board and to the staggering of the terms of office of directors — make regulations respecting the election of directors.

(2) Sur la recommandation du ministre après consultation du conseil sur le contenu éventuel des règlements à prendre notamment sur la représentation géographique des administrateurs et l'échelonnement dans le temps de leur mandat, le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'élection des administrateurs visés au présent article.

Règlements

Effect of designation

(3) For greater certainty, the elected directors have the same powers, duties and functions as directors appointed under subsection 3.2(1).

(3) Il est entendu que la désignation prévue au paragraphe (1) est sans effet sur les attributions du titulaire par rapport à celles des autres administrateurs.

Précision

Administration of election

3.7 Subject to the regulations, the Corporation shall take such measures as the Minister may determine for the proper conduct and supervision of an election of directors, including

3.7 Sous réserve des règlements, la Commission prend les mesures administratives que le ministre juge indiquées relativement à l'organisation de l'élection et à la surveillance de son déroulement, notamment :

Mesures administratives

(a) employing the persons necessary to conduct or manage the election and the payment of such fees, costs, allowances and expenses of any person so employed, as the Minister may determine; and

(b) paying the costs of the election incurred by or on behalf of the Corporation, including the costs incurred in the preparation, printing and distribution of material providing information on candidates.

a) l'embauchage du personnel administratif nécessaire à la tenue de l'élection et le versement de la rémunération et des indemnités que fixe le ministre;

b) le paiement des frais afférents à la tenue de l'élection qu'elle a engagés ou qui l'ont été en son nom, y compris les frais qu'elle a autorisés quant à la préparation, l'impression et la diffusion de la documentation électorale destinée à faire connaître les candidats.

Publication

3.8 The Minister shall determine the date on which the first director elected pursuant to sections 3.6 and 3.7 shall assume office and, at least 30 days before that date, the Minister shall publish that date in the *Canada Gazette*.

3.8 Le ministre fixe la date d'entrée en fonction du premier administrateur élu en application des articles 3.6 et 3.7, et publie celle-ci dans la *Gazette du Canada* au moins trente jours à l'avance.

Publication

President

Président

President

3.9 (1) The president shall be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister after consultation with the board.

3.9 (1) Sur la recommandation du ministre après consultation du conseil, le gouverneur en conseil nomme un président.

Président

Term of office

(2) The president holds office during pleasure for such term as the Governor in Council may determine.

(2) Le président exerce ses fonctions à titre amovible pour la durée que fixe le gouverneur en conseil.

Exercice des fonctions

Remuneration

3.91 (1) The president shall be paid such remuneration as is fixed by resolution of the board.

3.91 (1) Le président reçoit la rémunération fixée par résolution du conseil.

Rémunération

Travel and living expenses

(2) The president is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred during the course of the president's duties under this Act while absent from the president's ordinary place of work.

(2) Il est indemnisé des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de travail.

Frais de déplacement et de séjour

Duties

3.92 (1) The president is the chief executive officer of the Corporation and has, on behalf of the board, responsibility for the direction and management of the business and day-to-day operations of the Corporation with authority to act, subject to resolution of the board, in all matters that are not by this Act or the by-laws specifically reserved to be done by the board or the chairperson.

3.92 (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il assure, au nom du conseil, la direction et la gestion des activités et des affaires courantes de celle-ci. Sous réserve des résolutions du conseil, il est investi à cet effet des pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés au conseil ou au président de celui-ci par la présente loi ou les règlements administratifs de la Commission.

Fonctions

Absence or incapacity

(2) If the president is absent or unable to act or the office of president is vacant, the Minister may appoint an interim president, but an interim president shall not act for more than 90 days without the approval of the Governor in Council.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut désigner un intérimaire; l'intérim ne peut toutefois dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Absence ou empêchement

	<i>Directors, Officers and Employees</i>	<i>Dirigeants, administrateurs et employés</i>	
Duty of care	<p>3.93 (1) The directors, officers and employees of the Corporation in exercising their powers and performing their duties shall</p> <p>(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation;</p> <p>and</p> <p>(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.</p>	<p>3.93 (1) Les dirigeants, administrateurs et employés de la Commission doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir :</p> <p>a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Commission;</p> <p>b) avec le soin, la diligence et la compétence d'une personne prudente et avisée.</p>	Obligation générale des dirigeants, administrateurs et employés
Duty to comply	<p>(2) The directors, officers and employees of the Corporation shall comply with this Act, the regulations, the by-laws of the Corporation and any directions given to the Corporation pursuant to this Act.</p>	<p>(2) Ils doivent observer la présente loi et ses règlements, ainsi que les règlements administratifs de la Commission et les instructions que reçoit celle-ci sous le régime de la présente loi.</p>	Obligation particulière
Limit of liability	<p>(3) Directors, officers and employees are not liable for a breach of duty under subsection (1) or (2) if they rely in good faith on</p> <p>(a) financial statements of the Corporation represented to them by an officer of the Corporation or in a written report of the auditor of the Corporation as fairly reflecting the financial condition of the Corporation; or</p> <p>(b) a report of a lawyer, notary, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.</p>	<p>(3) Ne contrevient pas aux obligations que lui imposent les paragraphes (1) ou (2) le dirigeant, l'administrateur ou l'employé qui s'appuie de bonne foi sur :</p> <p>a) des états financiers de la Commission présentant sincèrement la situation de celle-ci, selon l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur;</p> <p>b) les rapports de personnes dont la profession ou la situation permet d'accorder foi à leurs déclarations, notamment les avocats, les notaires, les comptables, les ingénieurs ou les estimateurs.</p>	Limite de responsabilité
Indemnity	<p>3.94 The Corporation shall indemnify a present or former director, officer or employee of the Corporation or a person who acts or acted at the request of the Corporation, and their heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, that are reasonably incurred by them in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which they are a party by reason of being or having been such a director, officer, employee or person if they</p> <p>(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation; and</p>	<p>3.94 La Commission indemnise ceux de leurs dirigeants, administrateurs et employés ou leurs prédécesseurs, ou les personnes qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité, ainsi que leurs héritiers et mandataires, de tous les frais et dépens, y compris les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, engagés par eux lors de procédures civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Commission;</p> <p>b) dans le cas de procédures pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une peine pécuniaire, ils avaient des motifs raisonnables de croire à la régularité de leur conduite.</p>	Indemnisation

(b) in the case of any criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, believed on reasonable grounds that their conduct was lawful.

Object and Powers

4. Subsections 4(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Status

(2) The Corporation is not an agent of Her Majesty and is not a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*.

Legal proceedings

(3) Actions taken by or against the Corporation in respect of rights and obligations acquired or incurred by the Corporation on behalf of Her Majesty before the date referred to in section 3.8, for all purposes, are deemed to have been taken by or against Her Majesty, as the case may be.

5. The heading before section 5 of the Act is repealed.

6. (1) Section 6 of the Act is renumbered as subsection 6(1).

(2) Paragraphs 6(1)(c) and (c.1) of the Act are replaced by the following:

(c) subject to the approval of the Minister of Finance, to enter into commercial banking arrangements;

(c.01) subject to section 19, to borrow money by any means, including the issuing, reissuing, selling and pledging of bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Corporation;

(c.1) subject to the approval of the Minister of Finance, to invest moneys of the Corporation in bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness of or guaranteed by

(i) the Government of Canada or of any province of Canada,

(ii) the government of a foreign country or of any province or state of that country, 40 or

(iii) a financial institution whether in or outside Canada;

R.S., c. 38
(4th Supp.),
s. 2

Mission et pouvoirs

4. Les paragraphes 4(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Statut

(2) La Commission n'est pas mandataire de Sa Majesté et n'est pas une société d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

10

(3) Les poursuites engagées par la Commission ou contre celle-ci, à l'égard des droits et obligations assumés par elle au nom de Sa Majesté avant la date mentionnée à l'article 3.8 sont, à toutes fins que de droit, réputées avoir été engagées par Sa Majesté ou contre celle-ci, selon le cas.

Poursuites

5. L'intertitre précédant l'article 5 de la même loi est abrogé.

15

6. (1) L'article 6 de la même loi devient le paragraphe 6(1).

(2) Les alinéas 6(1)c) et c.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, faire des opérations commerciales auprès des banques;

c.01) sous réserve de l'article 19, emprunter des fonds, notamment par émission, ré-émission, vente et mise en gage de ses propres obligations, débetures, billets ou autres titres de créance;

c.1) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, acquérir des obligations, débetures, billets ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province, par un gouvernement étranger ou par un établissement financier — canadien ou non;

c.2) aux fins de couverture, dans le cadre de ses activités, recourir à toutes mesures de gestion des risques, notamment : options, contrats à terme — de gré à gré ou sur un marché organisé — et contrats concernant des échanges de taux d'intérêts, de devises ou de marchandises;

L.R., ch. 38
(4^e suppl.),
art. 2

(c.2) in the course of its operations, to enter into and deal with such contracts and transactions as the Corporation considers necessary for risk management purposes, including options, futures contracts, forward contracts and currency, commodity and interest rate swaps;

(c.3) to establish a contingency fund consisting of the amounts specified by the regulations, that may be used

- (i) to guarantee adjustments to initial payments provided for in subparagraph 32(1)(b)(ii), or
- (ii) to provide for potential losses from operations under section 33.01 or 39.1;

(c.4) to issue negotiable certificates in accordance with this Act;

(3) Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) The Governor in Council may make regulations authorizing the Corporation to deduct an amount from any amount it receives in the course of its operations pursuant to this Act and to credit the amount so deducted to the contingency fund established under paragraph (1)(c.3).

(3) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the date on which, in the Minister's opinion, the amount in the contingency fund established under paragraph (1)(c.3) is sufficient to guarantee adjustments to initial payments provided for in subparagraph 32(1)(b)(ii).

(4) For greater certainty, the balance at any particular time of the contingency fund established under paragraph (1)(c.3) need not be positive.

7. Subsections 7(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Profits realized by the Corporation from its operations in wheat under this Act during any crop year, other than profits from its operations under Part III and profits that are credited to the contingency fund, with respect to the disposition of which no provision is made elsewhere in this Act, shall be paid to the

c.3) établir un fonds de réserve constitué des sommes réglementaires et pouvant servir :

- (i) à garantir les ajustements prévus au sous-alinéa 32(1)(b)(ii),
- (ii) à couvrir les pertes pouvant éventuellement découler des opérations prévues aux articles 33.01 et 39.1;

c.4) délivrer des certificats négociables en conformité avec la présente loi;

(3) L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la Commission à faire des retenues sur les sommes touchées par elle dans le cadre de ses opérations au titre de la présente loi, et à verser les sommes ainsi retenues au fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3).

(3) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada* la date où il estime que le montant du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3 est suffisant pour garantir les ajustements prévus à l'alinéa 32(1)(b)(ii).

(4) Il demeure entendu que le solde du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3 ne doit pas à tout moment être positif.

7. Les paragraphes 7(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Les bénéfices réalisés par la Commission au titre de ses opérations sur le blé au cours d'une campagne agricole, exception faite de ceux qui résultent des opérations visées à la partie III ou qui sont versés au fonds de réserve, sont, sauf affectation particulière prévue par la présente loi, remis au receveur général pour versement au Trésor.

Regulations

Règlements

Sufficiency of contingency fund

Suffisance du fonds de réserve

Contingency fund balance

Fonds de réserve

Profits

Bénéfices

	Receiver General for the Consolidated Revenue Fund.		
Losses	<p>(3) Losses sustained by the Corporation, other than losses that are charged to the contingency fund,</p> <p>(a) as a result of the payment of the sum certain per tonne fixed under subparagraph 32(1)(b)(i) at the beginning of any pool period fixed under Part III, or</p> <p>(b) from its operations under Parts I, II, IV and VI of this Act during any crop year,</p> <p>for which no provision is made in any other Part, shall be paid out of moneys provided by Parliament.</p>	<p>(3) Sont imputées aux crédits affectés par le Parlement, sauf disposition contraire d'une autre partie, les pertes subies par la Commission, à l'exception de celles qui ont été imputées au fonds de réserve :</p> <p>a) au cours d'une période de mise en commun fixée aux termes de la partie III, par suite du paiement de la somme fixée au titre du sous-alinéa 32(1)(b)(i);</p> <p>b) dans le cas des opérations prévues par les parties I, II, IV et VI de la présente loi, au cours d'une campagne agricole.</p>	Pertes
R.S., c. 38 (4th Supp.), s. 3 Payment of expenses	<p>8. Subsection 8(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>8. (1) The Corporation may, at the time of realization, use every profit realized by it on the sale of bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness acquired by it under paragraph 6(1)(c.1) in payment of expenses incurred by the Corporation in its operations or may credit the profit to the contingency fund established under paragraph 6(1)(c.3).</p>	<p>8. Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>8. (1) Les bénéfices réalisés par la Commission sur la vente des titres de créance visés à l'alinéa 6(1)c.1) peuvent être affectés au paiement des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités ou au crédit du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa 6(1)c.3).</p>	L.R., ch. 38 (4 ^e suppl.), art. 3 Affectation des bénéfices
R.S., c. 38 (4th Supp.), s. 4	<p>9. The heading before section 12 and sections 12 to 17 of the Act are repealed.</p> <p>10. Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</p>	<p>9. L'intertitre précédant l'article 12 et les articles 12 à 17 de la même loi sont abrogés.</p> <p>10. L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</p>	L.R., ch. 38 (4 ^e suppl.), art. 4
Directors	<p>(1.1) The directors shall cause the directions to be implemented and, in so far as they act in accordance with section 3.93, they are not accountable for any consequences arising from the implementation of the directions.</p>	<p>(1.1) Les administrateurs veillent à la mise en oeuvre des instructions données à la Commission, mais ils ne peuvent être tenus pour responsables des conséquences qui en découlent si, ce faisant, ils observent l'article 3.93.</p>	Administrateurs
Best interests	<p>(1.2) Compliance by the Corporation with directions is deemed to be in the best interests of the Corporation.</p>	<p>(1.2) La Commission est, lorsqu'elle observe les instructions qu'elle reçoit, présumée agir au mieux de ses intérêts.</p>	Présomption
1991, c. 33, s. 1	<p>11. Section 19 of the Act and the heading before it are replaced by the following:</p>	<p>11. L'article 19 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :</p>	1991, ch. 33, art. 1

*Plans, Borrowings and Guarantees**Plans, emprunts et garantie*

Corporate plan

19. (1) The Corporation shall submit annually a corporate plan to the Minister for the approval of the Minister in consultation with the Minister of Finance.

19. (1) La Commission établit annuellement un plan d'entreprise qu'elle remet au ministre pour que celui-ci l'approuve en consultation avec le ministre des Finances.

Plan d'entreprise

Scope and content of corporate plan

(2) The corporate plan shall encompass all the business and activities of the Corporation and shall contain any information that the Minister considers appropriate.

(2) Le plan traite de toutes les activités de la Commission et fait état des renseignements que le ministre juge indiqués.

Portée et contenu du plan

Borrowing plan

(3) The Corporation shall submit annually to the Minister of Finance for approval a plan indicating the amount of money that the Corporation intends to borrow in the coming crop year for the purposes of carrying out its corporate plan.

(3) La Commission soumet annuellement à l'approbation du ministre des Finances un plan indiquant le montant des emprunts qu'elle entend contracter au cours de la campagne agricole à venir en vue de la mise en oeuvre de son plan d'entreprise.

Plan d'emprunt

Terms and conditions

(4) The Corporation shall not undertake any borrowings described in the borrowing plan approved under subsection (3) unless the Minister of Finance has approved the time, terms and conditions of the borrowings.

(4) Avant de procéder à une opération d'emprunt prévue au plan visé au paragraphe (3), la Commission est tenue d'obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'opération.

Modalités et conditions des emprunts

Guarantee of borrowings

(5) The repayment with interest, if any, of money borrowed by the Corporation in accordance with the terms and conditions approved under subsection (4) is guaranteed by the Minister of Finance on behalf of Her Majesty.

(5) Le remboursement des emprunts contractés par la Commission suivant les modalités et les conditions approuvées en vertu du paragraphe (4) — ainsi que des intérêts afférents, le cas échéant — est garanti par le ministre des Finances pour le compte de Sa Majesté.

Garantie : emprunts

Loans and guarantee of credit sales

(6) The Minister of Finance, on behalf of Her Majesty, may, on such terms and conditions as the Governor in Council may approve,

(6) Le ministre des Finances peut, pour le compte de Sa Majesté et aux conditions que le gouverneur en conseil approuve :

Prêts et garantie des ventes à crédit

(a) make loans or advances to the Corporation; or

a) consentir des prêts ou avances à la Commission;

(b) guarantee payment with interest of amounts owing to the Corporation in respect of the sale of grain on credit.

b) garantir les créances de la Commission relativement aux ventes de grains à crédit, ainsi que les intérêts afférents.

12. (1) The portion of subsection 24(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

12. (1) Le passage du paragraphe 24(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Conditions for delivery of grain to elevator

24. (1) Notwithstanding anything in the *Canada Grain Act*, and except with the permission of the Corporation, no person shall deliver grain to an elevator, and no manager or operator of an elevator shall receive delivery of grain unless

24. (1) Malgré la *Loi sur les grains du Canada*, les conditions applicables à la livraison des grains à un silo et à leur réception par le directeur ou l'exploitant de celui-ci sont, sauf autorisation contraire de la Commission, les suivantes :

Conditions

(2) Subsection 24(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

Consignation et inscription du poids net

(2) Dès la livraison terminée, le directeur ou l'exploitant inscrit fidèlement et correctement dans le carnet de livraison qui permet la livraison le poids net en tonnes, après extraction des impuretés, du grain livré, et il paraphe l'inscription.

(3) Section 24 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exemption

(3) Paragraphs (1)(a), (c) and (e) do not apply in respect of deliveries of grain to an elevator that has been exempted, by order of the Corporation, to the extent that the elevator is owned or leased by a producer.

R.S., c. 38 (4th Supp.), s. 7

13. The portion of subsection 25(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Conditions for delivery of grain to railway car

25. (1) Notwithstanding anything in the *Canada Grain Act*, and except with the permission of the Corporation, no person shall deliver to a railway car grain that has not previously been delivered to an elevator under a permit book in accordance with subsection 24(1) unless

13.1 The Act is amended by adding the following after section 25:

Certain provisions not to apply

25.1 Paragraphs 24(1)(c), (d) and (e) and 25(1)(c), (d) and (e) do not apply to deliveries made pursuant to a contract under section 39.1.

14. Section 26 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Requirement

(5) Any producer who delivers grain under a permit book shall produce the permit book on demand to any representative of the Corporation.

14.1 Section 28 of the Act is amended by adding the following after paragraph (h):

(h.1) exempt any elevator from the provisions of this Part, in whole or in part, either generally or for any specified period or otherwise;

(2) Le paragraphe 24(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Consignation et inscription du poids net

(2) Dès la livraison terminée, le directeur ou l'exploitant inscrit fidèlement et correctement dans le carnet de livraison qui permet la livraison le poids net en tonnes, après extraction des impuretés, du grain livré, et il paraphe l'inscription.

(3) L'article 24 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exemption

(3) Les alinéas (1)a), c) et e) ne s'appliquent pas à la livraison de grains à un silo soustrait, par ordonnance rendue par la Commission dans la mesure où ce silo appartient à un producteur ou lui a été loué.

L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 7

13. Le passage du paragraphe 25(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Conditions de livraison à un wagon

25. (1) Malgré la *Loi sur les grains du Canada*, les conditions applicables à la livraison de grains — non antérieurement livrés au titre d'un carnet de livraison visé au paragraphe 24(1) — à un wagon sont, sauf autorisation contraire de la Commission, les suivantes :

13.1 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 25, de ce qui suit :

25.1 Les alinéas 24(1)c) à e) et 25(1)c) à e) ne s'appliquent pas aux livraisons effectuées dans le cadre d'un contrat visé à l'article 39.1.

Non-application

14. L'article 26 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Obligation du producteur

(5) Le producteur qui livre du grain au titre d'un carnet de livraison présente celui-ci sur demande à tout représentant de la Commission.

14.1 L'article 28 de la même loi est 40 modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

h.1) exempter tout silo de l'application de la présente partie, totalement ou partiellement, de façon générale, ou pour une période déterminée ou d'une autre façon;

15. Subsection 29(1) of the Act is replaced by the following:

Inquiries

29. (1) The Governor in Council may empower the Corporation to make inquiries and investigations to ascertain the availability of delivery and transportation facilities, supplies of grain and all matters connected with the interprovincial or export marketing of grain, and for that purpose empower the Corporation and the directors to exercise the powers of commissioners under Part I of the *Inquiries Act*.

16. Section 31 of the Act is replaced by the following:

Definition of pool period

31. Subject to section 40, in this part, “pool period” means such period or periods, not exceeding one year, as the Corporation may order as a pool period in respect of wheat.

1995, c. 31, s. 2(1)

17. (1) Paragraphs 32(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) buy all wheat produced in the designated area and offered by a producer for sale and delivery to the Corporation at an elevator, in a railway car or at any other place in accordance with this Act and the regulations and orders of the Corporation;

(b) pay to producers selling and delivering wheat produced in the designated area to the Corporation, at the time of delivery or at any time thereafter as may be agreed on, a sum certain per tonne basis in storage at a pooling point to be fixed

(i) initially, at the beginning of the pool period

(A) by regulation of the Governor in Council in respect of wheat of a base grade to be prescribed in the regulations, or

(B) by order of the Corporation, with the approval of the Governor in Council, in respect of each other grade of wheat, and

15. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Enquêtes

29. (1) Le gouverneur en conseil peut, d'une part, investir la Commission du pouvoir de mener des enquêtes en vue de déterminer les services de livraison et moyens de transport disponibles, et les approvisionnements de grains, et sur toutes questions relatives à l'organisation du marché interprovincial ou de l'exportation du grain, et, d'autre part, à cette fin, autoriser celle-ci et les administrateurs à exercer les pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

16. L'article 31 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

31. Sous réserve de l'article 40, « période de mise en commun » s'entend, pour l'application de la présente partie, de la ou des périodes, ne dépassant pas une année, que la Commission peut fixer par arrêté à titre de période de mise en commun pour le blé en cause.

Définition de « période de mise en commun »

17. (1) Les alinéas 32(1)(a) et (b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 31, par. 2(1)

a) achète tout le blé produit dans la région désignée et que les producteurs offrent de lui vendre et de lui livrer à un silo, à un wagon ou à tout autre endroit conformément à la présente loi, aux règlements et à ses arrêtés;

b) paie à ces producteurs, au moment de la livraison ou à une date ultérieure convenue, en magasin à un point de mise en commun :

(i) d'une part, la somme par tonne fixée initialement au début de la période de mise en commun :

(A) soit par règlement du gouverneur en conseil, pour ce qui est du blé du grade de base déterminé par le règlement,

(B) soit par arrêté, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour ce qui est des autres grades,

(ii) d'autre part, toute autre somme par tonne fixée par arrêté après le début de la période de mise en commun;

(ii) from time to time thereafter, by order of the Corporation;

(2) Paragraphs 32(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) where, pursuant to paragraph (b), the sum certain payable to producers in respect of wheat of any grade is increased during a pool period, pay to the holder of a certificate that is referred to in paragraph (d) the amount of the increase in respect of each tonne of wheat of that grade produced in the designated area and sold and delivered to the Corporation during the pool period prior to the day on which the increase becomes effective; and

(d) issue to a producer, who sells and delivers wheat produced in the designated area to the Corporation, a certificate indicating the number of tonnes purchased and delivered and the grade thereof, which certificate entitles the holder to share in the equitable distribution of the surplus, if any, arising from the operations of the Corporation with regard to the wheat produced in the designated area sold and delivered to the Corporation during the same pool period.

(3) Subsection 32(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The Corporation may, by order, set, for any pool period and pay to each producer, under the conditions set by the Corporation, a sum per tonne on account of storage of wheat on the producer's farm, interest costs and other delivery-related amounts. Payment shall be made from the account maintained by the Corporation for the pool period during which the wheat was delivered.

18. (1) The portion of subsection 33(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

33. (1) As soon as the Corporation receives payment in full for all wheat sold and delivered to it during any pool period and all credit sales of the wheat in respect of which payment is guaranteed pursuant to section 19

(2) Les alinéas 32(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) fait bénéficier les détenteurs du certificat visé à l'alinéa d), à compter du début de la période de mise en commun, de toute augmentation de prix survenue au cours de la période et applicable au grade de blé vendu et livré à la Commission;

d) délivre à chaque producteur qui lui vend et livre du blé produit dans la région désignée un certificat indiquant le nombre de tonnes achetées et livrées et le grade du blé, le certificat donnant à son détenteur le droit de participer à la distribution équitable de l'éventuel excédent résultant des opérations qu'elle fait sur le blé produit dans la région désignée et qui lui est vendu et livré au cours de la même période de mise en commun.

(3) Le paragraphe 32(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut, par arrêté, fixer, pour toute période de mise en commun, et verser à tout producteur, aux conditions qu'elle détermine, une somme par tonne correspondant aux frais que celui-ci a engagés pour le stockage du blé dans son exploitation agricole, à ses frais financiers et à toute autre somme connexe liée à la livraison du blé. Le versement est fait sur le compte tenu par la Commission, relativement au blé visé, pour la période de mise en commun où le blé a été livré.

18. (1) Le passage du paragraphe 33(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

33. (1) Dès que, d'une part, elle est payée intégralement pour le blé qui lui a été vendu et livré au cours de la période de mise en commun et, d'autre part, les ventes de blé à crédit auxquelles s'applique la garantie visée

Storage and other delivery-related payments

1991, c. 33, s. 2

Deductions from receipts

Paiements liés à la livraison

1991, ch. 33, art. 2

Montants à prélever

have been concluded, there shall be deducted, from the aggregate of the total amount so received, the principal so guaranteed and any interest that accrues during that pool period in respect of sales of wheat on credit concluded during any pool period, all moneys disbursed by or on behalf of the Corporation

(2) Subparagraph 33(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

- (i) the remuneration and allowances of 10 the officers, clerks and employees of the Corporation,
- (i.1) the remuneration and expenses of the directors of the Corporation,
- (i.2) the costs of an election of directors 15 of the Corporation pursuant to sections 3.6 to 3.8,

(3) Subparagraph 33(1)(a)(iii) of the Act is repealed.

(4) Subsections 33(1.1) to (5) of the Act 20 are replaced by the following:

(1.1) In addition to any payment authorized by section 32, the Corporation may fix and pay in respect of any pool period a sum per tonne to each producer who has sold and delivered 25 wheat to the Corporation in a railway car during the pool period.

(2) Subject to sections 33.1 to 33.5, the Corporation shall, after the end of any pool period, distribute the balance remaining in its 30 account in respect of wheat purchased by it during the pool period, after making the deductions from the account provided for in subsection (1) and the payments provided for in subsection (1.1), among holders of certi- 35 ficates issued by the Corporation pursuant to this Part during the pool period, by paying on surrender to it of each certificate, unless the Corporation, by order, waives the surrender, to the holder of the certificate, the appropriate 40 sum determined by the Corporation as provided in this Act for each tonne of wheat referred to therein according to grade.

à l'article 19 ont été conclues pour cette période, la Commission prélève sur le total des sommes ainsi payées, du principal garanti et de l'intérêt échu dans cette période — y 5 compris celui afférent à une vente à crédit 5 conclue dans une période antérieure — les sommes suivantes au titre des dépenses qu'elle a engagées ou qui l'ont été en son nom :

(2) Le sous-alinéa 33(1)(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

- (i) la rémunération et les indemnités des membres du personnel,
- (i.1) la rémunération et les indemnités des administrateurs,
- (i.2) les frais afférents aux élections 15 tenues sous le régime des articles 3.6 à 3.8,

(3) Le sous-alinéa 33(1)(a)(iii) de la même loi est abrogé.

(4) Les paragraphes 33(1.1) à (5) de la 20 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(1.1) La Commission peut fixer la somme à verser pour une période de mise en commun — par tonne et en sus de tout paiement visé à l'article 32 — à chaque producteur qui 25 lui a vendu et livré du blé à un wagon au cours de cette période et payer cette somme à celui-ci.

(2) Sous réserve des articles 33.1 à 33.5, une fois la période de mise en commun terminée, 30 la Commission procède à la distribution du solde créditeur — une fois faites les déductions visées au paragraphe (1) et effectués les paiements visés au paragraphe (1.1) — du compte relatif au blé qu'elle a acheté au cours 35 de cette période, aux détenteurs des certificats qu'elle a délivrés aux termes de la présente partie au cours de cette période en payant à chacun, sur remise du certificat — sauf si, par arrêté, elle y a renoncé —, la somme appro- 40 priée qu'elle a fixée dans le cadre de la présente loi pour chaque tonne de blé selon le grade.

R.S., c. 38 (4th Supp.), s. 8; 1994, c. 39, s. 1; 1995, c. 31, s. 3

Additional payment

Distribution of balance

L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 8; 1994, ch. 39, art. 1; 1995, ch. 31, art. 3

Paiement supplémentaire au producteur ayant livré à un wagon

Distribution du solde

Interim payments

(3) Notwithstanding subsection (1), the Corporation may make interim payments on account of the distribution of the balance referred to in subsection (2), if the Corporation is of the opinion that interim payments can be made without loss.

(3) Malgré le paragraphe (1), la Commission peut faire des versements intérimaires à valoir sur la distribution prévue au paragraphe (2) si elle est d'avis que cela peut se faire sans entraîner de perte.

Versements intérimaires

5

Expenses in relation to international wheat marketing organizations

(4) Expenses incurred by the Corporation with respect to any international organization for the purposes of marketing wheat and the expenses of any director or officer of the Corporation of and incidental to attendance at meetings of that international organization or any committee thereof shall be deemed to be expenses incurred in connection with the operations of the Corporation within the meaning of this section, but nothing in this subsection shall be construed as authorizing the payment by the Corporation of any contributions required to be paid by Canada to or in support of that international organization or any committee thereof.

(4) Les dépenses de la Commission relatives aux organismes internationaux de commercialisation du blé et celles qui sont entraînées par la présence de ses administrateurs ou dirigeants aux réunions de ces organismes ou 10 de leurs comités sont réputées constituer des frais afférents aux opérations qu'elle a effectuées sur le blé au sens du présent article; le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la Commission à verser les contri-15 butions dont le Canada est redevable à ces organismes ou comités, ou qu'il est tenu d'acquitter pour leur soutien.

Dépenses à l'égard d'organismes internationaux de commercialisation du blé

Determination of amounts

(5) The Corporation shall determine and fix the amounts to which holders of certificates are entitled per tonne according to grade under certificates issued pursuant to this Part so that 25 each holder of a certificate receives, in respect of wheat sold and delivered to the Corporation during each pool period for the same grade of wheat, the same price basis at a pooling point and that each price bears a proper price 30 relationship to the price for each other grade.

(5) La Commission fixe les sommes à verser aux détenteurs de certificats, par tonne 20 et selon le grade indiqué dans les certificats délivrés aux termes de la présente partie, de façon que chaque détenteur de certificat reçoive, pour le blé vendu et livré à la Commission au cours de chaque campagne 25 agricole et pour le même grade de blé, le même prix, au point de mise en commun, et que les prix applicables aux différents grades soient proportionnels.

Fixation des sommes

18.1 The Act is amended by adding the following after section 33:

18.1 La même loi est modifiée par adjonc-30 tion, après l'article 33, de ce qui suit:

Early payment

33.01 (1) The Corporation may, in accordance with this section, pay to holders of 35 certificates issued by the Corporation pursuant to this Part, an amount instead of the amount that would be distributed under paragraph 32(1)(c) or section 33.

33.01 (1) La Commission peut, en conformité avec les autres dispositions du présent article, verser aux détenteurs des certificats délivrés aux termes de la présente partie une 35 somme en remplacement de celle qu'elle leur remettrait normalement en application de l'alinéa 32(1)c) ou de l'article 33.

Versements anticipés

Possible gains

(2) Any gains of the Corporation that may 40 result from the operation of this section may be credited to the contingency fund.

(2) Les bénéfices éventuels qui peuvent résulter de l'application du présent article 40 peuvent être portés au crédit du fonds de réserve.

Bénéfices éventuels

Losses

(3) Any losses of the Corporation that result from making payments under subsection (1) are paid out of the contingency fund established under paragraph 6(1)(c.3).

(3) Les pertes pouvant éventuellement découler des versements effectués par la Commission sous le régime du présent article sont prélevées sur le fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa 6(1)c.3.

Pertes éventuelles

5

19. (1) Paragraph 37(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) prescribe the conditions for and the manner of negotiating a certificate issued pursuant to this Part.

19. (1) L'alinéa 37(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) fixer les conditions et les modalités de la négociation des certificats délivrés aux termes de la présente partie.

10

(2) Subsection 37(2) of the Act is repealed.

(2) Le paragraphe 37(2) de la même loi est abrogé.

20. Sections 38 and 39 of the Act are replaced by the following:

20. Les articles 38 et 39 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Transfer of wheat from one pool period to subsequent pool period

38. The Corporation may adjust its accounts at any time by transferring to the then current pool period all wheat delivered during a preceding pool period and then remaining unsold, and the Corporation shall credit to the accounts for that preceding pool period, and charge against the accounts for the current pool period, such amount as the Corporation considers to be a reasonable price for the wheat so transferred, and all wheat so transferred shall

38. La Commission peut rectifier ses comptes en transférant à la période de mise en commun en cours le blé livré pendant une période antérieure et encore invendu; le cas échéant, elle fixe le montant à porter au crédit des comptes de la période antérieure et au débit des comptes de la période en cours selon ce qu'elle estime être un prix raisonnable pour ce blé; le blé ainsi transféré est réputé :

Transfert de blé d'une période de mise en commun à une période subséquente

(a) for the purposes of the accounts relating to that preceding pool period, be deemed to have been sold and paid for in full for that amount; and

a) dans les comptes relatifs à la période antérieure, avoir été vendu et totalement payé;

(b) in the accounts relating to the current pool period, be dealt with as though it had been sold and delivered to the Corporation in the current pool period and purchased by the Corporation for that amount, but no further certificates in respect thereof shall be issued under paragraph 32(1)(d).

b) dans les comptes de la période en cours, avoir été vendu et livré à la Commission pendant la période de mise en commun en cours et acheté par elle, aucun certificat visé 30 à l'alinéa 32(1)d) ne pouvant toutefois plus être délivré à cet égard.

35

Transfer of undistributed balances

39. (1) Where producers of any grain sold and delivered during a pool period have been for six years or more entitled to receive from the Corporation payments in respect thereof under certificates issued pursuant to this Act or out of an equalization fund, or otherwise, and there is an undistributed balance remaining in the accounts of the Corporation in respect of that grain, the Corporation may

39. (1) Dans les cas où des producteurs des grains vendus et livrés au cours d'une période de mise en commun ont eu, pendant au moins six ans, le droit de recevoir de la Commission des paiements à cet égard, notamment au titre de certificats délivrés aux termes de la présente loi ou sur un fonds de péréquation, et qu'il subsiste un solde non distribué aux comptes de la Commission relatifs à ces grains, la Commission peut :

Virement des soldes non distribués

(a) adjust its accounts

45

a) rectifier ses comptes :

(i) by applying the undistributed balance in payment of the expenses of distribution of the balance mentioned in subsection 33(2) with respect to the same kind of grain in any earlier pool period, and 5

(ii) by transferring the remainder of the undistributed balance to a separate account; and

(b) pay to the persons who are entitled to receive payments in respect of that grain the amount to which they are entitled out of the separate account. 10

(2) Any balance transferred to the separate account pursuant to subparagraph (1)(a)(ii), other than such part thereof as is required for the payments referred to in paragraph (1)(b), shall be used for such purposes as the Corporation may consider to be for the benefit of producers. 15

How transferred balances to be used

(i) d'une part, en affectant ce solde au paiement des frais de distribution du solde mentionné au paragraphe 33(2) à l'égard de ce type de grains pour une période antérieure de mise en commun, 5

(ii) d'autre part, en virant le reste du solde non distribué à un compte distinct;

b) verser sur ce compte distinct aux personnes ayant droit de recevoir des paiements pour ces grains le montant qui leur revient. 10

(2) Tout solde viré au compte distinct en conformité avec le sous-alinéa (1)a)(ii), à l'exclusion de la partie nécessaire aux paiements mentionnés à l'alinéa (1)b), doit servir aux fins que la Commission estime être à l'avantage des producteurs. 15

Usage des soldes virés

Cash Purchases of Wheat

39.1 Notwithstanding sections 32 to 39, the Corporation may enter into a contract with a producer or any other person or entity for the purchase and delivery of wheat or wheat products at a price other than the sum certain per tonne for wheat as set out in section 32, and on such terms and conditions as the Corporation considers appropriate. 20 25

Powers of the Corporation

21. The heading of Part IV of the French version of the Act is replaced by the following: 30

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE
INTERPROVINCIAL ET DE
L'EXPORTATION DU BLÉ

22. Section 45 of the Act is renumbered as subsection 45(1) and is amended by adding the following:

(2) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council may, by order, exclude any kind, type, class or grade of wheat, or wheat produced in any area in Canada, from the provisions of this Part either in whole or in part, or generally, or for any period. 35

Exclusion

Achat de blé au comptant

39.1 Par dérogation aux articles 32 à 39, la Commission peut conclure avec un producteur ou toute autre personne ou tout groupe de personnes un contrat pour l'achat et la livraison de blé ou de produits du blé aux conditions qu'elle juge indiquées et à un prix global autre que celui fixé en conformité avec l'article 32. 20

Pouvoirs de la Commission

21. Le titre de la partie IV de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE
INTERPROVINCIAL ET DE
L'EXPORTATION DU BLÉ

22. L'article 45 de la même loi devient le paragraphe 45(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Sur la recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire tout type, toute catégorie ou tout grade de blé, ou le blé produit dans telle région du Canada, à l'application de la présente partie, totalement ou partiellement, de façon générale ou pour une période déterminée. 30 35

Exclusion

Recommen-
dation of the
Minister

(3) The Minister shall not make the recom-
mendation referred to in subsection (2) unless

(a) the exclusion is recommended by the
board; and

(b) a procedure approved by the Canadian 5
Grain Commission as acceptable for pre-
serving the identity of excluded grain, so as
to prevent co-mingling with other grain, is
in place.

Significant
kind, type,
class or grade

(4) Where, in the opinion of the board, the 10
kind, type, class or grade of wheat is signifi-
cant, the Minister shall not make a recommen-
dation referred to in paragraph (3)(a) unless a
vote in favour of exclusion by producers has
been held in a manner determined by the 15
Minister.

**23. (1) Paragraph 46(b) of the Act is
repealed.**

**(2) Section 46 of the Act is amended by
adding the following after paragraph (c):** 20

(c.1) granting permission to transport wheat
or barley that is not described by a grade
name or by reference to a sample taken
pursuant to the *Canada Grain Act*, or any
wheat products or barley products, under 25
any circumstances or conditions that may
be prescribed by regulation;

(c.2) granting permission to transport, sell
or buy, in Canada, feed grain, as that term
is defined in the regulations, or wheat 30
products or barley products for consump-
tion by livestock or poultry, under any
circumstances or conditions that may be
prescribed by regulation;

**24. The Act is amended by adding the 35
following after section 61:**

*Implementation of the North American Free
Trade Agreement*

61.1 (1) In exercising its powers and
performing its duties, the Corporation shall
give effect to those provisions of the Agree-
ment that pertain to the Corporation. 40

Giving effect
to the
Agreement

(3) Le ministre ne fait la recommandation
prévue au paragraphe (2) que lorsque les
conditions suivantes sont réunies :

a) la mesure est recommandée par le
conseil; 5

b) un procédé de caractérisation du grain en
cause visant à éviter que celui-ci ne soit
confondu avec d'autres grains a été mis en
place, après avoir été approuvé par la
Commission canadienne des grains. 10

Recommen-
dation du
ministre

(4) Lorsque, de l'avis du conseil, il s'agit
d'un type, d'une catégorie ou d'un grade
d'importance, la recommandation prévue à
l'alinéa (3)a) n'est faite qu'à la suite d'un vote
à cet effet des producteurs. Le vote est tenu 15
suivant les modalités fixées par le ministre.

Type,
catégorie ou
grade
d'importance

**23. (1) L'alinéa 46b) de la même loi est
abrogé.**

**(2) L'article 46 de la même loi est modifié
par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui 20
suit :**

c.1) autoriser à transporter du blé ou de
l'orge qui n'est pas désigné par un nom de
grade ou en fonction d'un échantillon
prélevé en conformité avec la *Loi sur les 25
grains du Canada*, des produits du blé ou
des produits de l'orge, dans les circonstan-
ces ou sous réserve des conditions prévues
par règlement;

c.2) autoriser à transporter, vendre ou 30
acheter, au Canada, des grains de provende,
au sens des règlements, ou des produits du
blé ou des produits de l'orge à des fins de
consommation par le bétail ou la volaille,
dans les circonstances ou sous réserve des 35
conditions prévues par règlement;

**24. La même loi est modifiée par adjon-
ction, après l'article 61, de ce qui suit :**

*Mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange
nord-américain*

61.1 (1) La Commission est tenue, dans
l'exercice de ses attributions, d'appliquer les 40
dispositions de l'Accord qui la concernent.

Principe

Regulations

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board and the Minister made at the request of the Corporation, make such regulations in relation to the Corporation as the Governor in Council considers necessary for the purpose of implementing any provision of the Agreement that pertains to the Corporation.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre faite à la demande de la Commission, prendre au sujet de celle-ci les règlements qu'il estime nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord qui la concernent.

Règlements

Definition

(3) In subsections (1) and (2), "Agreement" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*.

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), « Accord » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

Définition de « Accord »

25. The English version of the Act is amended by replacing the word "Board" with the word "Corporation" except in references to "Canadian Wheat Board".

25. Dans la version anglaise de la même loi, « Board », sauf lorsqu'il figure dans « Canadian Wheat Board », est remplacé par « Corporation ».

26. The Act is amended by replacing the expression "member of the Board" with the word "director", with such modifications as the circumstances require, in the following provisions:

26. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire » est remplacé par « administrateur », avec les adaptations nécessaires :

- (a) subsection 10(1);
- (b) subsection 11(1); and
- (c) section 70.

- a) le paragraphe 10(1);
- b) le paragraphe 11(1);
- c) l'article 70.

27. The French version of the Act is amended by replacing the word "ordonnance" with the word "arrêté", with such modifications as the circumstances require, in the following provisions:

27. Dans les passages ci-après de la version française de la même loi, « ordonnance » est remplacé par « arrêté », avec les adaptations nécessaires :

- (a) subsections 20(1) and (2);
- (b) subsection 27(2);
- (c) the portion of section 28 before paragraph (a);
- (d) subsection 66(1); and
- (e) section 70.

- a) les paragraphes 20(1) et (2);
- b) le paragraphe 27(2);
- c) le passage de l'article 28 précédant l'alinéa a);
- d) le paragraphe 66(1);
- e) l'article 70.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. F-11
1993, c. 1, s. 9

*Financial Administration Act**Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11
1993, ch. 1,
art. 9

28. Subsection 85(1) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:

28. Le paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :

Exempted
Crown
corporations

85. (1) Divisions I to IV do not apply to the Bank of Canada, the Canada Council, the Canadian Broadcasting Corporation, the Canadian Film Development Corporation, the

85. (1) Les sections I à IV ne s'appliquent pas à la Banque du Canada, au Centre de recherches pour le développement international, au Conseil des Arts du Canada, à la

Exemption

International Development Research Centre or the National Arts Centre Corporation.

Corporation du Centre national des Arts, à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne ni à la Société Radio-Canada.

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

29. (1) Paragraph 118(g) of the French version of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

(g) sous réserve des arrêtés pris en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, pourvoir à l'acceptation des livraisons de grain dans l'intérêt des producteurs;

(2) Section 118 of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph (g):

(g.1) approving a procedure as acceptable for preserving the identity of excluded grain, so as to prevent co-mingling with other grain, for the purposes of paragraph 45(3)(b) of the *Canadian Wheat Board Act*; and

CONDITIONAL AMENDMENT

Bill C-34

30. If Bill C-34, introduced in the second session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to establish programs for the marketing of agricultural products, to repeal the Agricultural Products Board Act, the Agricultural Products Cooperative Marketing Act, the Advance Payments for Crops Act and the Prairie Grain Advance Payments Act and to make consequential amendments to other Acts*, is assented to, then, on the later of the day on which subsection 3(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, comes into force and the day on which that Bill is assented to, the definition "Board" in subsection 2(1) of the *Agricultural Marketing Programs Act* is replaced by the following:

"Board" means The Canadian Wheat Board continued by section 3 of the *Canadian Wheat Board Act*.

"Board"
« Commission »

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch. G-10

29. (1) L'alinéa 118g) de la version 5 française de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(g) sous réserve des arrêtés pris en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, pourvoir à l'acceptation des livraisons de grain dans l'intérêt des producteurs;

(2) L'article 118 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

g.1) approuver, pour l'application de l'alinéa 45(3)b) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, tout procédé de caractérisation du grain visant à éviter que celui-ci ne soit confondu avec d'autres grains et qu'elle juge acceptable;

MODIFICATION CONDITIONNELLE

Projet de loi C-34

30. En cas de sanction du projet de loi C-34, déposé au cours de la deuxième session de la trente-cinquième législature et intitulé *Loi constituant des programmes de commercialisation des produits agricoles, abrogeant la Loi sur l'Office des produits agricoles, la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et modifiant certaines lois en conséquence*, à la sanction de ce projet de loi ou à l'entrée en vigueur du paragraphe 3(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par l'article 3 de la présente loi, la dernière en date étant retenue, la définition de « Commission », au paragraphe 2(1) de ce projet de loi, est remplacée par ce qui suit :

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l'article 3 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

« Commis-
sion »
"Board"

TRANSITIONAL PROVISION

DISPOSITION TRANSITOIRE

Termination of Commissioner appointments

31. On the coming into force of section 3 of the *Canadian Wheat Board Act*, as amended by section 3 of this Act, appointments of commissioners made pursuant to section 3 of that Act, as it read before the coming into force of section 3 of this Act, are terminated.

31. L'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par l'article 3 de la présente loi, met fin au mandat en cours des commissaires nommés antérieurement sous le régime de l'article 3 de la même loi, dans sa version antérieure.

Mandat des commissaires

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

32. (1) Subject to this section, this Act or any of its provisions or any provisions enacted by this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

32. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions édictées par elle entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Règle générale

Election of majority of directors

(1.1) Subsection 3.6(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, comes into force on the earlier of December 31, 1998 and the day fixed by order of the Governor in Council.

(1.1) Le paragraphe 3.6(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 3 de la présente loi, entre en vigueur le 31 décembre 1998 ou à la date antérieure fixée par décret.

Élection des administrateurs

Status of the Corporation

(2) Sections 4, 11, 24 and 28 of this Act, subsections 3.3(1) and 3.91(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, and paragraphs 6(1)(c) and (c.01) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 6(2) of this Act, come into force on the date referred to in section 3.8 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act.

(2) Les articles 4, 11, 24 et 28 de la présente loi, de même que les paragraphes 3.3(1) et 3.91(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* édictés par l'article 3 de la présente loi et les alinéas 6(1)c) et c.01) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* édictés par le paragraphe 6(2) de la présente loi, entrent en vigueur à la date mentionnée à l'article 3.8 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par l'article 3 de la présente loi.

Statut de la Commission

Chairperson

(2.1) On the date referred to in section 3.8 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, section 3.4 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, is replaced by the following:

(2.1) À la date mentionnée à l'article 3.8 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par l'article 3 de la présente loi, l'article 3.4 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par cet article 3, est remplacé par ce qui suit :

Président du conseil

Chairperson

3.4 (1) The board shall designate one director to be the chairperson and may fix the remuneration of the chairperson.

3.4 (1) Le conseil désigne l'un des administrateurs à titre de président du conseil et fixe sa rémunération.

Président du conseil

Duties

(2) The chairperson shall perform the duties conferred on the chairperson by the by-laws, shall call and preside at meetings of the board and shall determine the agenda at those meetings.

(2) Le président du conseil convoque et préside les réunions du conseil, et en établit l'ordre du jour. Il exerce en outre les fonctions que lui confèrent les règlements administratifs.

Fonctions

Absence or incapacity

(3) If the chairperson is absent or unable to act, the board may designate one of the directors to act as chairperson.

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un de ses membres à titre d'intérimaire.

Absence ou empêchement

Sufficiency of contingency fund

(3) The date fixed pursuant to subsection (1) for the coming into force of the following provisions shall not be earlier than the date referred to in subsection 6(3) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 6(3) of this Act:

(3) Dans le cas des dispositions ci-après, la date fixée en vertu du paragraphe (1) ne peut être antérieure à la date mentionnée au paragraphe 6(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par le paragraphe 6(3) de la présente loi :

Suffisance du fonds de réserve

(a) section 7 of this Act;

a) l'article 7 de la présente loi;

(b) paragraph 32(1)(b) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 17(1) of this Act;

b) l'alinéa 32(1)b) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par le paragraphe 17(1) de la présente loi;

(c) subsections 33(1.1), (3), (4) and (5) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 18(4) of this Act; and

c) les paragraphes 33(1.1), (3), (4) et (5) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* édictés par le paragraphe 18(4) de la présente loi;

(d) sections 38 and 39 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 20 of this Act.

d) les articles 38 et 39 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans leur version édictée par l'article 20 de la présente loi.

Abolition of Advisory Committee

(4) The date fixed pursuant to subsection (1) for the coming into force of section 9 of this Act shall not be earlier than December 31, 1998 and its fixing is subject to the recommendation of the Minister.

(4) La date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi ne peut être antérieure au 31 décembre 1998 et sa fixation au titre du paragraphe (1) est subordonnée à la recommandation du ministre.

Suppression du comité consultatif

Commissioners and members of the Advisory Committee

(5) The date fixed pursuant to subsection (1) for the coming into force of subparagraph 33(1)(a)(i) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 18(2) of this Act, shall not be earlier than the date of the coming into force of section 3 of this Act and of section 9 of this Act.

(5) La date d'entrée en vigueur du sous-alinéa 33(1)a)(i) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version édictée par le paragraphe 18(2) de la présente loi, ne peut être antérieure à celle de l'article 3 de la présente loi ni à celle de l'article 9 de la présente loi.

Commissaires et membres du comité consultatif

New governance

(6) Subparagraphs 33(1)(a)(i.1) and (i.2) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 18(2) of this Act, and sections 25 and 26 of this Act, come into force on the coming into force of section 3 of this Act.

(6) Les sous-alinéas 33(1)a)(i.1) et (i.2) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans leur version édictée par le paragraphe 18(2) de la présente loi, ainsi que les articles 25 et 26 de la présente loi, entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de la présente loi.

Nouvelle organisation

Cost of election of Advisory Committee

(7) Subsection 18(3) of this Act comes into force on the coming into force of section 9 of this Act.

(7) Le paragraphe 18(3) de la présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi.

Frais afférents à l'élection des membres du comité consultatif